



# **2<sup>ème</sup> trimestre 2016**

défaillances et sauvegardes  
d'entreprises en France

A PROPOS D'ALTARES > [www.altares.com](http://www.altares.com)

Acteur de premier plan de la Data Economy, Altares a pour mission de valoriser le capital Data de ses clients, en transformant leur patrimoine informationnel en performance économique. Partenaire de confiance indépendant, le Groupe apporte aux décideurs une vision prospective et contextualisée des enjeux business de la nouvelle économie.

Dans un monde en mutation, mondialisation, cloud, big data, open data... Altares collecte, agrège, analyse, enrichit et structure les données afin de les rendre « intelligentes » et d'en faire un outil décisionnel agile pour les Directions Générales et opérationnelles des entreprises. Le Groupe aide ainsi ses clients à faire de leurs données un levier de croissance.

Partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1<sup>er</sup> réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI et PME en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 250 millions d'entreprises dans 220 pays.

Altares produit trimestriellement des études de référence sur « les défaillances d'entreprises » et les « retards de paiement ».

Le groupe compte 300 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de 60 millions d'euros.

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1<sup>er</sup> janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance. Ces analyses sont consultables en ligne, sur le site [www.altares.com](http://www.altares.com) et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : JEUDI 7 JUILLET 2016

**ALTARES**

55 avenue des Champs Pierreux  
Immeuble Le Capitole  
92012 Nanterre  
contact@altares.com

Tél : 01 41 37 51 00 – Fax : 01 41 37 50 01  
[www.altares.com](http://www.altares.com)

**Directeur des études**  
Thierry Millon  
Tél : 04 72 65 15 51

**RELATIONS PRESSE :**

**VP COMMUNICATION**

Véronique Pouzeratte  
vpouzeratte@vp-communication.com  
111, Avenue Victor Hugo • 75 116 Paris  
Tél : 06 81 29 81 90

[www.vp-communication.com](http://www.vp-communication.com)

PALMARES ALTARES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DU 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2016

# 14 000 défaillances d'entreprises (-2,7% / 2015 T2).

## La sinistralité des PME et les emplois menacés retrouvent des valeurs d'avant crise.

Paris le 7 juillet 2016 – La société Altares, acteur de premier plan de la Data Economy, membre du réseau Dun & Bradstreet, 1<sup>er</sup> réseau international d'informations BtoB, présente son étude trimestrielle sur les défaillances d'entreprises en France au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2016.

« Depuis 2009, chaque 2<sup>ème</sup> trimestre compte en moyenne 14 400 défaillances d'entreprises. **2016 s'en écarte peu du fait de la fragilité encore réelle des plus petites entreprises**, celles comptabilisant moins de trois salariés. 10 000 d'entre elles ont défailli ce 2<sup>ème</sup> trimestre, un nombre quasi stable sur un an. En revanche, **la situation continue de s'améliorer pour les TPE de 3 à 9 salariés (-6%) et plus encore pour les PME d'au moins 10 salariés (-12%).** »  
Observe Thierry Millon, Directeur des études Altares.

« Toutes les microentreprises ne parviennent pas encore à retrouver une activité suffisamment régulière pour stabiliser leurs besoins de financements, en particulier lorsqu'elles doivent verser un salaire. En revanche, de la TPE à la « grande » PME, les clignotants sont clairement au vert. 83 PME d'au moins 50 salariés ont connu une défaillance, **c'est un chiffre au plus bas depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2007 (72).** La conséquence directe de cette moindre vulnérabilité des employeurs est une **forte diminution du nombre d'emplois menacés** par les défaillances. Nous retombons à 47 000, sous les 48 700 du 2<sup>ème</sup> trimestre 2008. De plus, bien que fragilisés, ces emplois pourraient mieux résister qu'en 2008 ; 80% des sociétés de plus de 50 salariés ont évité la liquidation judiciaire directe ce deuxième trimestre contre seulement deux sur trois en 2008. » Ajoute Thierry Millon.



NANTERRE, LE JEUDI 7 JUILLET 2016

## Plus de 25 000 emplois préservés

Le deuxième trimestre 2016 se conclut sur une baisse de 2,7% du nombre d'ouvertures de procédures collectives avec **14 026 jugements prononcés**. C'est essentiellement le mois d'avril qui a donné le ton avec un nombre d'ouvertures au plus bas (4 500) depuis cinq ans. Les mois de mai et juin cumulés sont légèrement moins bons que l'année dernière, mais les audiences 2015 avaient été perturbées par des grèves au sein des tribunaux.

Le nombre d'ouvertures de **procédures de sauvegardes** recule de 2,4% à 328 tandis que **les cessations de paiement (RJJ)** reculent de 2,7% à 13 698. Le taux de liquidations directes est stable à 69% depuis quatre ans et demeure de 2 points supérieur à celui observé sur la période 2008-2012.

**Cependant, ces chiffres globalement bien orientés traduisent mal la réalité de l'amélioration.** En effet, les trois quarts des procédures (10 000) sont ouvertes sur des microentreprises de moins de trois salariés ; ce sont donc elles qui portent le rythme d'ensemble, et en l'occurrence, qui freinent (-0,6%) la dynamique. Au-delà de cette taille, les tendances sont bien plus nettes.

**3 000 TPE de 3 à 9 salariés** sont entrées en procédures lors de ce deuxième trimestre 2016, c'est 6% de moins qu'un an plus tôt. Le rythme est deux fois plus rapide (-12%) pour les **petites entreprises de 10 à 49 salariés** (833 procédures) et s'accélère **à partir de 50 salariés** (-17%). Ces solides tendances observées de la TPE à la PME illustrent une consolidation de la reprise et conduisent à un net ralentissement de la destruction d'emplois. Au cours du deuxième trimestre 2009, plus de 72 000 emplois étaient menacés par les défaillances d'entreprises ; ce nombre tombe à 47 000 au cours de ce trimestre **soit plus de 25 000 emplois préservés**.

### Nombre de défaillances d'entreprises par trimestre

(Données arrêtées au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année)

	2012 - T2	2013 - T2	2014 - T2	2015 - T2	2016 - T2
Total Emplois menacés	63 000	61 900	54 900	53 700	47 000
Dont PME > 50 salariés	139	131	92	100	83
<b>Total Ouvertures</b>	<b>13 722</b>	<b>15 008</b>	<b>14 386</b>	<b>14 411</b>	<b>14 026</b>

NANTERRE, LE JEUDI 7 JUILLET 2016

---

## Le B2C amorce à son tour un virage favorable

Le rétablissement du secteur de la **construction** se confirme. Les défaillances d'entreprises se rétractent de plus de 5% dans le bâtiment, notamment dans la construction de maisons individuelles (-8%) et la plupart des activités de second œuvre. La maçonnerie générale et gros œuvre du bâtiment est encore convalescente (-1%). L'immobilier poursuit l'amélioration entamée depuis plusieurs trimestres ; le nombre de procédures recule de 15% dans les agences immobilières.

La tendance du **commerce** est tirée par la vente de détail (-5%), plutôt sur les activités de meubles et équipements du foyer, tandis que l'habillement peine à résister (+3%) et l'alimentation générale vire au rouge (+39%).

L'Entretien et la réparation de véhicules automobiles continue de souffrir (+14%).

L'**industrie** demeure sur une bonne trajectoire (-7%) en particulier en manufacture (-9%), exception faite de l'imprimerie de labeur, la mécanique industrie ou la réparation de machines et équipements mécaniques.

Le **transport** routier de marchandises s'inscrit encore dans le vert (-4%) tendance portée par le fret de proximité (-12%) alors que le fret interurbain dérape de 17%. Les autres activités de transport affichent globalement une forte accélération des défaillances, notamment celles de taxis (+26%).

Dans les **services aux entreprises** les ouvertures de procédures se stabilisent en dépit de dégradations d'environ 15% dans les activités techniques de conseil en relations publiques, publicité ou conseil de gestion et les services administratifs de sécurité privée. Les services informatiques & édition de logiciels accusent une augmentation du nombre de défaillances de plus de 9% après un bon deuxième trimestre 2015.

Confirmation que l'amélioration se propage à l'ensemble de l'économie, le B2C est à son tour engagé sur une trajectoire plus favorable. C'est le cas des **services aux particuliers** (-4%) comme du secteur de l'hôtellerie et de la restauration (-5%).

Parmi les autres activités, l'**agriculture** (+9%) présente des tendances défavorables dans les services de soutien à l'exploitation forestière ou la pêche, mais aussi dans l'élevage de vaches laitières.

Le secteur de la **santé humaine & action sociale** affiche une sinistralité en hausse de 10% en particulier dans les activités d'infirmiers et sages-femmes, d'aide à domicile ou d'action sociale sans hébergement.

NANTERRE, LE JEUDI 7 JUILLET 2016

---

## Attention à ne pas laisser filer le BFR !

« Le mouvement de baisse des défaillances d'entreprises amorcé timidement sur le second semestre 2015 se propage à l'ensemble de l'économie sur ce premier semestre 2016. La meilleure santé des entreprises se confirmait par ailleurs à la lecture de comportements de paiement, qui depuis l'été 2015, retrouvent une meilleure trajectoire. Tout n'est pas encore réglé. Les microentreprises peinent à stabiliser un carnet de commandes toujours volatile, mais la reprise se consolide. » Rassurance Thierry Millon.

« La question désormais n'est plus tant celle de conserver ses clients que de pouvoir financer la croissance pour en acquérir de nouveaux. En dépit d'un assouplissement de l'accès au crédit, les petites entreprises doivent encore souvent jongler avec les factures pour tenir une trésorerie instable. Le BFR défensif a laissé place au BFR de croissance, mais attention à ne pas le laisser filer ou les défauts de paiement pourraient à nouveau contraindre à la défaillance de nombreuses entreprises. »

# LES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES EN FRANCE

## PARTIE 1

### STATISTIQUES DÉTAILLÉES AU 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2016

9

- 9 Nombre de défaillances d'entreprises au cours des 2<sup>èmes</sup> trimestres sur 10 ans  
Nombre de défaillances d'entreprises par tranche d'effectif  
Nombre de défaillances d'entreprises par tranche d'âge
- 10 Nombre de défaillances d'entreprises par région
- 11 Nombre de défaillances d'entreprises par activité
- 12 Les sociétés de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires placées en SAUVEGARDE, RJ ou LJ (ouvertures)  
au 2<sup>ème</sup> Trimestre 2016
- 13 Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 5 ans  
(Données 12 mois glissants - juin 2011 à juin 2016)
- 14 Carte d'évolution des défaillances par Région 2016-T2 / 2015-T2

### MÉTHODOLOGIE

15

## PARTIE 2

### STATISTIQUES DÉTAILLÉES AU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2016

18

- 19 Nombre de défaillances d'entreprises par tranche d'effectif  
Nombre de défaillances d'entreprises par tranche d'âge
- 20 Nombre de défaillances d'entreprises par région
- 21 Nombre de défaillances d'entreprises par activité

## PARTIE 1

# STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES D'ENTREPRISES EN FRANCE

2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2016



STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2016

Situation provisoire arrêtée au 01 juillet de chaque année.

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES AU COURS DES 2<sup>ÈMES</sup> TRIMESTRES  
SUR 10 ANS

	T2 2007	T2 2008	T2 2009	T2 2010	T2 2011	T2 2012	T2 2013	T2 2014	T2 2015	T2 2016	Évolution T2 2016/2015
Total Emplois menacés	40 300	48 700	72 400	58 100	57 800	63 000	61 900	54 900	53 700	47 000	-9,4%
Dont PME > 50 salariés	72	86	168	105	96	139	131	92	100	83	-13,5%
<b>Total Ouvertures</b>	<b>11 511</b>	<b>12 412</b>	<b>15 265</b>	<b>14 427</b>	<b>14 392</b>	<b>13 722</b>	<b>15 008</b>	<b>14 386</b>	<b>14 411</b>	<b>14 026</b>	<b>-2,7%</b>

## NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR TRANCHE D'EFFECTIF

EFFECTIFS	2 <sup>ème</sup> trimestre 2015	2 <sup>ème</sup> trimestre 2016	Évolution T2 2016/2015
0 à 2 salariés	10 139	10 076	-0,6%
3 à 5 salariés	2 252	2 077	-7,8%
6 à 9 salariés	977	957	-2,0%
10 à 19 salariés	650	561	-13,7%
20 à 49 salariés	293	272	-7,2%
50 à 99 salariés	62	55	-11,3%
100 à 199 salariés	23	19	-17,4%
200 salariés et plus	15	9	-40,0%
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>14 411</b>	<b>14 026</b>	<b>-2,7%</b>

## NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

ÂGES	2 <sup>ème</sup> trimestre 2015	2 <sup>ème</sup> trimestre 2016	Évolution T2 2016/2015
moins de 3 ans	2 503	2 293	-8,4%
3 à 5 ans	4 378	4 253	-2,9%
6 à 10 ans	3 484	3 497	0,4%
11 à 15 ans	1 565	1 601	2,3%
16 à 50 ans	2 419	2 307	-4,6%
51 ans et plus	62	75	21,0%
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>14 411</b>	<b>14 026</b>	<b>-2,7%</b>

## NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR RÉGION

RÉGIONS	2 <sup>ème</sup> trimestre 2015	2 <sup>ème</sup> trimestre 2016	Évolution T2 2016/2015
<b>GRAND EST</b>	<b>1 005</b>	<b>1 090</b>	<b>8,5%</b>
<i>Alsace</i>	337	407	20,8%
<i>Lorraine</i>	242	236	-2,5%
<i>Champagne-Ardenne</i>	426	447	4,9%
<b>NOUVELLE-AQUITAINE</b>	<b>1 359</b>	<b>1 164</b>	<b>-14,3%</b>
<i>Aquitaine</i>	820	668	-18,5%
<i>Limousin</i>	178	148	-16,9%
<i>Poitou-Charentes</i>	361	348	-3,6%
<b>AUVERGNE — RHÔNE-ALPES</b>	<b>1 732</b>	<b>1 676</b>	<b>-3,2%</b>
<i>Auvergne</i>	232	225	-3,0%
<i>Rhône-Alpes</i>	1 500	1 451	-3,3%
<b>BRETAGNE</b>	<b>564</b>	<b>601</b>	<b>6,6%</b>
<b>BOURGOGNE — FRANCHE-COMTÉ</b>	<b>546</b>	<b>479</b>	<b>-12,3%</b>
<i>Bourgogne</i>	338	292	-13,6%
<i>Franche-Comté</i>	208	187	-10,1%
<b>CENTRE - VAL DE LOIRE</b>	<b>517</b>	<b>467</b>	<b>-9,7%</b>
<b>CORSE</b>	<b>96</b>	<b>116</b>	<b>20,8%</b>
<b>ÎLE-DE-FRANCE</b>	<b>3 121</b>	<b>3 182</b>	<b>2,0%</b>
<b>OCCITANIE</b>	<b>1 293</b>	<b>1 249</b>	<b>-3,4%</b>
<i>Languedoc-Roussillon</i>	685	681	-0,6%
<i>Midi-Pyrénées</i>	608	568	-6,6%
<b>HAUTS-DE-FRANCE</b>	<b>1 158</b>	<b>1 129</b>	<b>-2,5%</b>
<i>Nord-Pas-de-Calais</i>	826	762	-7,7%
<i>Picardie</i>	332	367	10,5%
<b>PAYS DE LA LOIRE</b>	<b>725</b>	<b>607</b>	<b>-16,3%</b>
<b>NORMANDIE</b>	<b>649</b>	<b>635</b>	<b>-2,2%</b>
<i>Basse-Normandie</i>	273	236	-13,6%
<i>Haute-Normandie</i>	376	399	6,1%
<b>PROVENCE — ALPES CÔTE-D'AZUR</b>	<b>1 486</b>	<b>1 397</b>	<b>-6,0%</b>
<b>DOM ET ÉTRANGER</b>	<b>160</b>	<b>234</b>	<b>46,3%</b>
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>14 411</b>	<b>14 026</b>	<b>-2,7%</b>

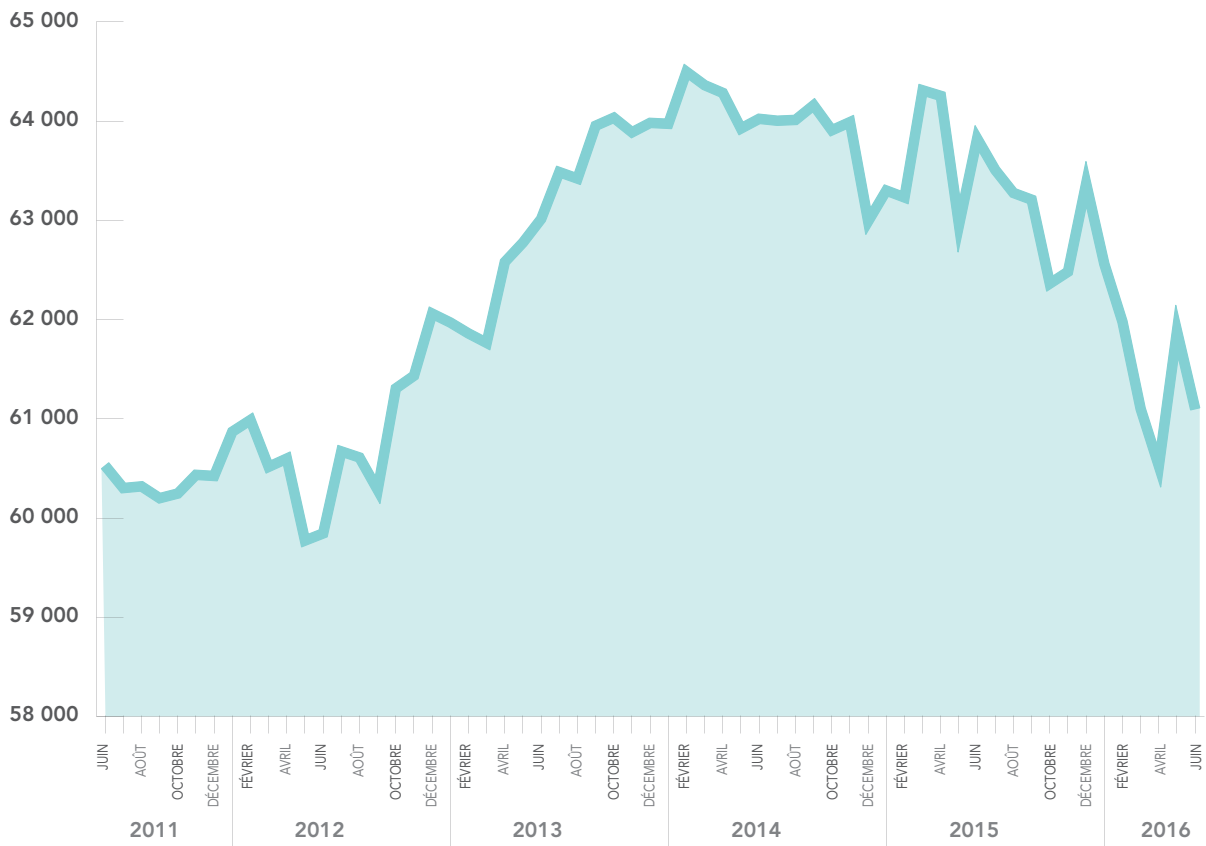
## NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR ACTIVITÉ

ACTIVITÉS	2 <sup>ème</sup> trimestre 2015	2 <sup>ème</sup> trimestre 2016	Évolution T2 2016/2015
<b>AGRICULTURE</b>	<b>285</b>	<b>310</b>	<b>8,8%</b>
<i>Chasse, pêche, forêt</i>	66	82	24,2%
<i>Culture</i>	127	116	-8,7%
<i>Élevage</i>	92	112	21,7%
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>4 184</b>	<b>3 971</b>	<b>-5,1%</b>
<i>Bâtiment</i>	3 583	3 393	-5,3%
<i>Immobilier</i>	601	578	-3,8%
<b>COMMERCE</b>	<b>3 124</b>	<b>3 097</b>	<b>-0,9%</b>
<i>Commerce &amp; réparation de véhicules</i>	449	503	12,0%
<i>Commerce de détail</i>	1 958	1 868	-4,6%
<i>Commerce interentreprises</i>	717	726	1,3%
<b>INDUSTRIE</b>	<b>1 043</b>	<b>966</b>	<b>-7,4%</b>
<i>Industrie agroalimentaire</i>	389	370	-4,9%
<i>Industrie hors agroalimentaire</i>	654	596	-8,9%
<b>INFORMATION &amp; COMMUNICATION</b>	<b>337</b>	<b>344</b>	<b>2,1%</b>
<i>Services informatiques &amp; édition de logiciels</i>	180	197	9,4%
<i>Autres activités information &amp; communication</i>	157	147	-6,4%
<b>TRANSPORT &amp; LOGISTIQUE</b>	<b>383</b>	<b>418</b>	<b>9,1%</b>
<i>Transport routier de marchandises</i>	297	286	-3,7%
<i>Autres activités de transport</i>	86	132	53,5%
<b>ACTIVITÉS FINANCIÈRES &amp; D'ASSURANCE</b>	<b>82</b>	<b>80</b>	<b>-2,4%</b>
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>1 702</b>	<b>1 709</b>	<b>0,4%</b>
<i>Activités scientifiques &amp; techniques</i>	856	871	1,8%
<i>Services administratifs aux entreprises</i>	846	838	-0,9%
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	<b>592</b>	<b>568</b>	<b>-4,1%</b>
<i>Activités de réparation</i>	74	73	-1,4%
<i>Coiffeurs, soins de beauté et corporels</i>	381	383	0,5%
<i>Autres services à la personne</i>	137	112	-18,2%
<b>HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON</b>	<b>1 971</b>	<b>1 878</b>	<b>-4,7%</b>
<i>Hébergement</i>	131	128	-2,3%
<i>Restauration</i>	1 548	1 473	-4,8%
<i>Débites de boissons</i>	292	277	-5,1%
<b>AUTRES ACTIVITÉS</b>	<b>708</b>	<b>685</b>	<b>-3,2%</b>
<i>Santé humaine &amp; action sociale</i>	188	207	10,1%
<i>Activités récréatives</i>	234	216	-7,7%
<i>Enseignement</i>	189	181	-4,2%
<i>Autres activités</i>	97	81	-16,5%
<b>ENSEMBLE DES ACTIVITÉS</b>	<b>14 411</b>	<b>14 026</b>	<b>-2,7%</b>

LES SOCIÉTÉS DE PLUS DE 20 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES  
PLACÉES EN SAUVEGARDE, RJ OU LJ (OUVERTURES) AU 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2016

RAISON SOCIALE	DPT	ANNÉE CRÉATION	ACTIVITÉ	CHIFFRE D'AFFAIRE EN M€	EFFECTIF	MOIS DE LA PROCÉDURE
SAM SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE DE METALLURGIE	12	1975	Fonderie de métaux légers	101,1	442	06
CTVL CONSTRUCTIONS TRADITIONNELLES DU VAL DE LOIRE	45	1970	Construction de maisons individuelles	46,0	65	04
LOGO	39	2000	Fabrication de lunettes	34,9	220	05
SNIC SOCIÉTÉ NORMANDE D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	76	2012	Édition de journaux	33,1	233	04
GSC GROUPE SAVEUR DES CLOS	66	1997	Commerce interentreprises de fruits et légumes	28,8	8	05
GROUPE APPRO	51	1999	Commerce interentreprises d'œufs	23,8	15	04
DISTRIVA	49	1971	Commerce interentreprises de viandes de boucherie	22,9	8	04
COPVIAL SA	67	1992	Transformation et conservation de la viande de boucherie	21,7	183	04
SOMMET	57	2003	Réparation d'ouvrages en métaux	21,2	179	04

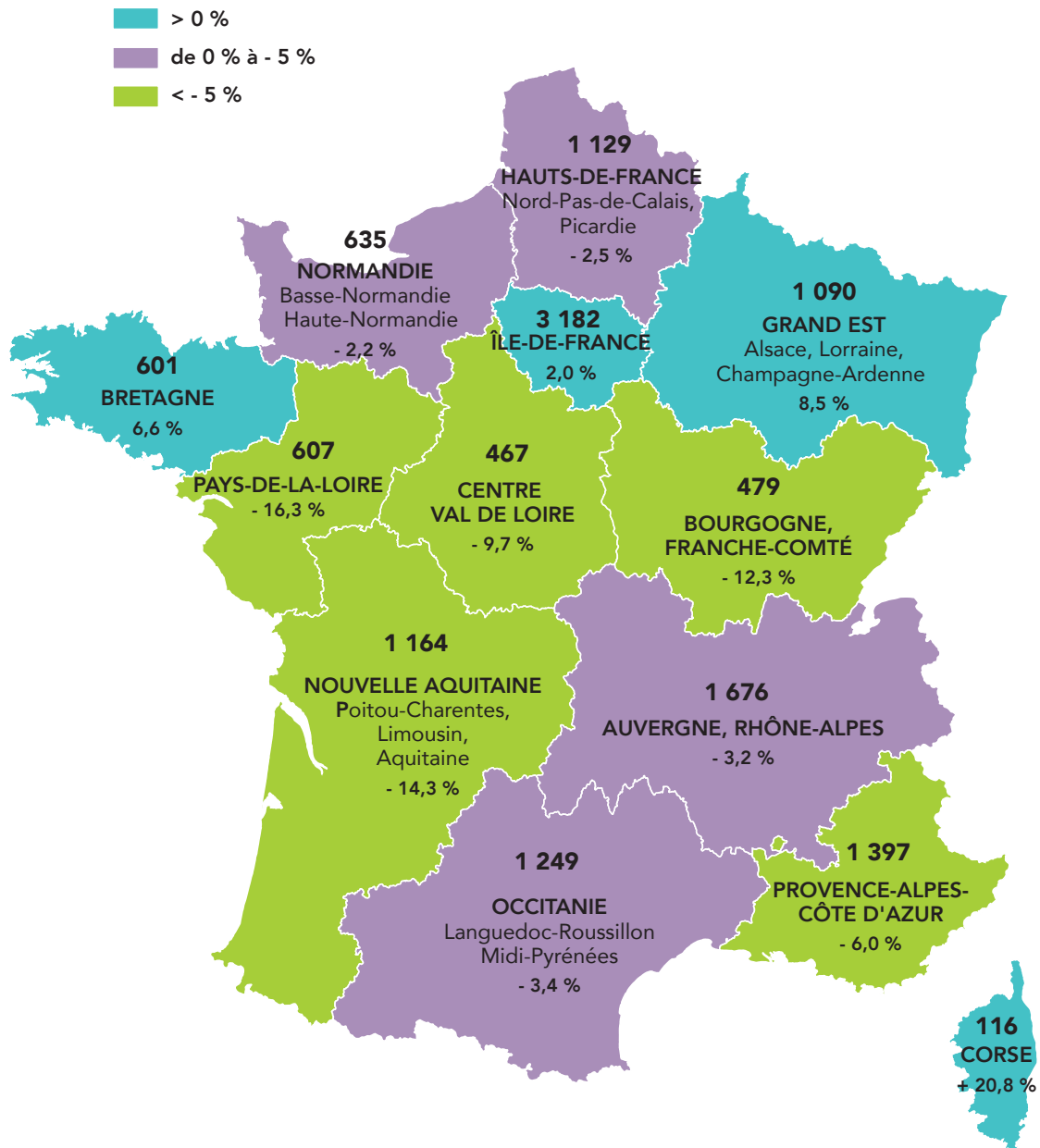
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE SUR 5 ANS  
(DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - JUIN 2011 À JUIN 2016)



CARTE D'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES PAR RÉGION 2016-T2 / 2015-T2

SOURCE ALTARES

SOURCE ALTARES



## NOTE MÉTHODOLOGIQUE

### DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'**ouverture** d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou de grande instance. Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation) ; Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République) soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40% le sont en année N+1 voire N+2.

**A retenir : une défaillance = une ouverture.**

### STATISTIQUES DE DÉFAILLANCES :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro Siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargés dans la base de données altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

**A retenir : une défaillance = un Siren.**

### LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

**A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) sont enregistrées.**

### DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

**A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.**

### NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

(Voir en annexe la distribution des secteurs d'activités et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

**A retenir : les activités sont définies par le code NAF.**

### DONNÉES SUR L'EMPLOI OU LE CHIFFRE D'AFFAIRES :

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

**A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.**

ANNEXES : SECTEURS D'ACTIVITÉ ANALYSÉS ET CODES NAF ASSOCIÉS :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF ASSOCIÉS
<b>Agriculture</b>	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
<b>Construction</b>	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
<b>Commerce</b>	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
<b>Industrie</b>	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
<b>Information &amp; communication</b>	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
<b>Transport &amp; logistique</b>	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
<b>Activités financières et d'assurance</b>	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
<b>Services aux entreprises</b>	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage ...)	77 à 82 ET 6420Z
<b>Services aux particuliers</b>	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
<b>Hébergement, restauration, débits de boisson</b>	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
<b>Autres activités</b>	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Autres activités	94 ET 99



## PARTIE 2

# STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2016

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2016

Situation provisoire arrêtée au 01 juillet de chaque année.

## NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR TRANCHE D'EFFECTIF

EFFECTIFS	1 <sup>er</sup> semestre 2015	1 <sup>er</sup> semestre 2016	Évolution S1 2016/2015
0 à 2 salariés	23 321	22 053	-5,4%
3 à 5 salariés	5 028	4 473	-11,0%
6 à 9 salariés	2 327	2 106	-9,5%
10 à 19 salariés	1 531	1 233	-19,5%
20 à 49 salariés	693	604	-12,8%
50 à 99 salariés	132	117	-11,4%
100 à 199 salariés	56	55	-1,8%
200 salariés et plus	32	18	-43,8%
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>33 120</b>	<b>30 659</b>	<b>-7,4%</b>

## NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

ÂGES	1 <sup>er</sup> semestre 2015	1 <sup>er</sup> semestre 2016	Évolution S1 2016/2015
moins de 3 ans	5 110	4 699	-8,0%
3 à 5 ans	10 178	9 331	-8,3%
6 à 10 ans	8 287	7 722	-6,8%
11 à 15 ans	3 623	3 509	-3,1%
16 à 50 ans	5 735	5 237	-8,7%
51 ans et plus	187	161	-13,9%
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>33 120</b>	<b>30 659</b>	<b>-7,4%</b>

## NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR RÉGION

RÉGIONS	1 <sup>er</sup> semestre 2015	1 <sup>er</sup> semestre 2016	Évolution S1 2016/2015
<b>GRAND EST</b>	<b>2 416</b>	<b>2 426</b>	<b>0,4%</b>
<i>Alsace</i>	822	922	12,2%
<i>Lorraine</i>	582	513	-11,9%
<i>Champagne-Ardenne</i>	1 012	991	-2,1%
<b>NOUVELLE-AQUITAINE</b>	<b>3 099</b>	<b>2 575</b>	<b>-16,9%</b>
<i>Aquitaine</i>	1 797	1 533	-14,7%
<i>Limousin</i>	381	315	-17,3%
<i>Poitou-Charentes</i>	921	727	-21,1%
<b>AUVERGNE — RHÔNE-ALPES</b>	<b>3 943</b>	<b>3 651</b>	<b>-7,4%</b>
<i>Auvergne</i>	523	476	-9,0%
<i>Rhône-Alpes</i>	3 420	3 175	-7,2%
<b>BRETAGNE</b>	<b>1 341</b>	<b>1 243</b>	<b>-7,3%</b>
<b>BOURGOGNE — FRANCHE-COMTÉ</b>	<b>1 252</b>	<b>1 133</b>	<b>-9,5%</b>
<i>Bourgogne</i>	729	667	-8,5%
<i>Franche-Comté</i>	523	466	-10,9%
<b>CENTRE - VAL DE LOIRE</b>	<b>1 206</b>	<b>1 082</b>	<b>-10,3%</b>
<b>CORSE</b>	<b>200</b>	<b>215</b>	<b>7,5%</b>
<b>ÎLE-DE-FRANCE</b>	<b>6 717</b>	<b>6 619</b>	<b>-1,5%</b>
<b>OCCITANIE</b>	<b>3 180</b>	<b>2 838</b>	<b>-10,8%</b>
<i>Languedoc-Roussillon</i>	1 737	1 549	-10,8%
<i>Midi-Pyrénées</i>	1 443	1 289	-10,7%
<b>HAUTS-DE-FRANCE</b>	<b>2 615</b>	<b>2 453</b>	<b>-6,2%</b>
<i>Nord-Pas-de-Calais</i>	1 889	1 712	-9,4%
<i>Picardie</i>	726	741	2,1%
<b>PAYS DE LA LOIRE</b>	<b>1 660</b>	<b>1 390</b>	<b>-16,3%</b>
<b>NORMANDIE</b>	<b>1 456</b>	<b>1 365</b>	<b>-6,3%</b>
<i>Basse-Normandie</i>	643	547	-14,9%
<i>Haute-Normandie</i>	813	818	0,6%
<b>PROVENCE — ALPES CÔTE-D'AZUR</b>	<b>3 530</b>	<b>3 157</b>	<b>-10,6%</b>
<b>DOM ET ÉTRANGER</b>	<b>505</b>	<b>512</b>	<b>1,4%</b>
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>33 120</b>	<b>30 659</b>	<b>-7,4%</b>

## NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR ACTIVITÉ

ACTIVITÉS	1 <sup>er</sup> semestre 2015	1 <sup>er</sup> semestre 2016	Évolution S1 2016/2015
<b>AGRICULTURE</b>	<b>681</b>	<b>683</b>	<b>0,3%</b>
<i>Chasse, pêche, forêt</i>	115	135	17,4%
<i>Culture</i>	311	280	-10,0%
<i>Élevage</i>	255	268	5,1%
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>9 739</b>	<b>8 645</b>	<b>-11,2%</b>
<i>Bâtiment</i>	8 378	7 375	-12,0%
<i>Immobilier</i>	1 361	1 270	-6,7%
<b>COMMERCE</b>	<b>7 119</b>	<b>6 702</b>	<b>-5,9%</b>
<i>Commerce &amp; réparation de véhicules</i>	1 017	1 082	6,4%
<i>Commerce de détail</i>	4 410	4 131	-6,3%
<i>Commerce interentreprises</i>	1 692	1 489	-12,0%
<b>INDUSTRIE</b>	<b>2 319</b>	<b>2 099</b>	<b>-9,5%</b>
<i>Industrie agroalimentaire</i>	806	771	-4,3%
<i>Industrie hors agroalimentaire</i>	1 513	1 328	-12,2%
<b>INFORMATION &amp; COMMUNICATION</b>	<b>729</b>	<b>746</b>	<b>2,3%</b>
<i>Services informatiques &amp; édition de logiciels</i>	408	454	11,3%
<i>Autres activités information &amp; communication</i>	321	292	-9,0%
<b>TRANSPORT &amp; LOGISTIQUE</b>	<b>869</b>	<b>888</b>	<b>2,2%</b>
<i>Transport routier de marchandises</i>	655	620	-5,3%
<i>Autres activités de transport</i>	214	268	25,2%
<b>ACTIVITÉS FINANCIÈRES &amp; D'ASSURANCE</b>	<b>211</b>	<b>200</b>	<b>-5,2%</b>
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>3 955</b>	<b>3 731</b>	<b>-5,7%</b>
<i>Activités scientifiques &amp; techniques</i>	2 049	1 856	-9,4%
<i>Services administratifs aux entreprises</i>	1 906	1 875	-1,6%
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	<b>1 412</b>	<b>1 269</b>	<b>-10,1%</b>
<i>Activités de réparation</i>	178	162	-9,0%
<i>Coiffeurs, soins de beauté et corporels</i>	944	849	-10,1%
<i>Autres services à la personne</i>	290	258	-11,0%
<b>HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON</b>	<b>4 472</b>	<b>4 149</b>	<b>-7,2%</b>
<i>Hébergement</i>	338	271	-19,8%
<i>Restauration</i>	3 475	3 242	-6,7%
<i>Débites de boissons</i>	659	636	-3,5%
<b>AUTRES ACTIVITÉS</b>	<b>1 614</b>	<b>1 547</b>	<b>-4,2%</b>
<i>Santé humaine &amp; action sociale</i>	475	474	-0,2%
<i>Activités récréatives</i>	504	485	-3,8%
<i>Enseignement</i>	404	378	-6,4%
<i>Autres activités</i>	231	210	-9,1%
<b>ENSEMBLE DES ACTIVITÉS</b>	<b>33 120</b>	<b>30 659</b>	<b>-7,4%</b>